

CAMERA DEI DEPUTATI Doc. XII-ter N. 33

ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE ASSEMBLEA INTERPARLAMENTARE EUROPEA DELLA SICUREZZA E DELLA DIFESA

57^a Sessione plenaria
(Parigi, 1-3 dicembre 2009)

Raccomandazione n. 843 ⁽¹⁾

Sulla sicurezza europea e il Medio Oriente ⁽²⁾

Trasmessa il 12 gennaio 2010

L'ASSEMBLÉE,

(i) Considérant que le règlement du conflit israélo-palestinien demeure un préalable absolu à l'instauration de la paix et de la stabilité au Moyen-Orient et qu'en aucun cas il ne doit être subordonné à l'émergence d'une solution à la question nucléaire iranienne;

(ii) Considérant que la stabilisation de cette région est urgente parce qu'elle

nourrit tous les extrémismes religieux et le terrorisme, qui gagne au-delà des Talibans et de l'Afghanistan et de l'Asie centrale;

(iii) Considérant que l'existence de deux Etats, l'Etat d'Israël et l'Etat palestinien, est la condition première au règlement de ce conflit;

(iv) Considérant que l'Etat d'Israël n'aura pas d'avenir sûr tant qu'un Etat palestinien viable n'aura pas été créé, et que toute autre issue à cette situation ne conduirait pas à une paix durable;

(v) Considérant que la création d'un Etat palestinien souverain passe d'abord

⁽¹⁾ Adoptée par l'Assemblée le 2 décembre 2009, au cours de sa 2^{ème} séance plénière.

⁽²⁾ Exposé des motifs: voir rapport présenté au nom de la Commission politique par Mme Durrieu- (France, Groupe socialiste), Document 2060.

par l'arrêt de toute violence, la libération des prisonniers des deux camps, notamment le soldat Chahid, un cessez-le-feu durable, la levée du blocus de Gaza et l'arrêt de la colonisation, y compris à Jérusalem-Est;

(vi) Considérant qu'il n'y a pas de perspective d'Etat palestinien sans réconciliation du peuple palestinien et que la seule façon de mettre un terme à l'affrontement du Fatah et du Hamas, survenu après les élections de 2006 — dont le résultat n'a pas été reconnu par la communauté internationale — passe par l'organisation de nouvelles élections législatives dont le résultat devra cette fois s'imposer à la communauté internationale;

(vii) Considérant qu'il faudra dès lors parler avec tous les protagonistes de ce conflit et que les interlocuteurs concernés devront en conséquence inclure toutes les parties intéressées du côté israélien et du côté palestinien, ainsi que le Liban et la Syrie;

(viii) Considérant que l'Egypte, qui a signé une paix séparée avec Israël, est un médiateur incontournable qui déploie des efforts pour réconcilier le Fatah et le Hamas; est concernée par le fondamentalisme des Frères musulmans alliés du Hamas; et que c'est un pays frontalier de la bande de Gaza concerné par les trafics actuels, notamment les trafics d'armes, et le devenir de la zone;

(ix) Considérant que la feuille de route du Quartet et l'Initiative de paix arabe adoptée par la Ligue arabe à Beyrouth en 2002 sont des propositions constructives qui fédèrent tous les Etats arabes et restent d'actualité pour être mises en oeuvre, tout en estimant que cette initiative de paix doit inclure une feuille de route précisant dans le détail les modalités de sa mise en oeuvre ultérieure, étape par étape;

(x) Considérant que la Turquie a su maintenir un équilibre dans ses relations avec tous les Etats musulmans et Israël à qui elle est liée historiquement; qu'elle

parle à la Syrie et à l'Iran; autant d'éléments qui font d'elle un médiateur reconnu et sollicité;

(xi) Considérant que la Syrie est concernée à plusieurs titres par ce conflit israélo-palestinien à propos du Golan, ainsi que du soutien apporté aux Palestiniens et aux mouvements armés de résistance (Hamas et Hezbollah libanais); qu'elle entretient de bonnes relations avec l'Iran et a le potentiel d'être un acteur majeur pour la paix dans la région si elle a la garantie que ses intérêts seront protégés;

(xii) Considérant au demeurant que le nucléaire iranien, pour un pays signataire du Traité de nonprolifération nucléaire (TNP), doit rester civil et assujéti au contrôle de l'AIEA;

(xiii) Considérant qu'il est souhaitable de parvenir à la solution du problème nucléaire iranien par des moyens pacifiques et diplomatiques afin d'éviter qu'une attaque militaire contre les installations nucléaires ne conduise à une crise régionale difficilement maîtrisable, et qu'en cas d'échec, des sanctions économiques sévères soient appliquées;

(xiv) Considérant d'autre part qu'il faut essayer d'élargir le dialogue avec l'Iran sur d'autres sujets d'intérêt mutuel comme moyen d'établir la confiance;

(xv) Considérant qu'une nouvelle définition de « la prolifération nucléaire » est nécessaire afin d'établir une distinction entre les programmes civils et militaires, les différentes technologies et les combustibles fissiles;

(xvi) Considérant que la « dissuasion » nucléaire s'inscrit aussi dans l'équilibre des forces mais que la « dénucléarisation » de la zone serait la meilleure garantie de stabilité et de paix durable et s'inscrirait également dans l'engagement du Président Obama pour la recherche de la sécurité dans le monde sur la base du principe de dénucléarisation;

(xvii) Considérant que le statu quo ne sert que les intérêts de l'actuel gouvernement d'Israël et ceux du Hamas, et non l'objectif de paix;

(xviii) Considérant que le Quartet et notamment l'Europe doivent s'exprimer d'une seule voix de manière à utiliser tous les moyens de pression afin que le processus de paix soit relancé;

(xix) Considérant qu'en accord avec les parties intéressées, le blocus de Gaza doit être levé, et que la frontière méridionale de ce territoire, lieu de tous les trafics — d'armes notamment — doit être placée sous contrôle international avec des garanties adéquates pour la sécurité d'Israël;

(xx) Considérant que les recommandations du rapport Goldstone doivent être dûment prises en compte;

(xxi) Considérant qu'Israël ne doit pas étendre ou renforcer les implantations, y compris à Jérusalem-Est, et doit être disposé à négocier un retrait substantiel de ses colonies existantes dans le cadre d'un accord de paix;

(xxii) Considérant que le Hamas doit cesser toute action violente contre les populations civiles, les tirs de roquettes sur Israël et l'importation d'armes;

(xxiii) Considérant que la réconciliation entre Palestiniens passe par l'organisation de nouvelles élections législatives; que ces élections peuvent conduire à la mise en place d'une « autorité nationale » ou d'un gouvernement, seul interlocuteur légitime dans des négociations;

(xxiv) Considérant que le principe du droit au retour des réfugiés doit être reconnu et ouvrir la voie à des négociations sur son application par différents moyens;

(xxv) Considérant que les pays de la région concernés directement, en particulier la Jordanie, le Liban et la Syrie, devraient entamer des négociations avec les réfugiés palestiniens sur leur territoire pour que soient démantelées les bases militaires installées hors des camps;

(xxvi) Considérant que la situation actuelle menace la stabilité de toute la zone et la paix; considérant également, selon les propos du Haut représentant Javier Solana, « que si les parties concernées au Moyen-Orient ne sont pas capables d'aboutir, c'est la communauté internationale qui doit mettre une solution sur la table »,

RECOMMANDE AU CONSEIL D'INVITER LES PAYS DE L'UNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE, EN TANT QUE MEMBRES DE L'UNION EUROPEENNE, A:

1. Continuer de donner la priorité à la politique au Moyen-Orient pour parvenir au règlement du conflit central israélo-palestinien sans le conditionner à la solution du problème nucléaire iranien;

2. Continuer de mettre en oeuvre tous les moyens possibles pour encourager la réconciliation nécessaire entre le Fatah et le Hamas;

3. Encourager les Palestiniens à convenir d'une date pour de nouvelles élections législatives afin de mettre en place « une autorité nationale » ou un gouvernement qui puisse être un partenaire de négociation disposant de la légitimité nécessaire pour parvenir à un règlement de paix avec Israël;

4. Faire en sorte que le Quartet, organe opérationnel et de coordination, continue d'insister sur la reconnaissance de l'Etat d'Israël par toutes les factions palestiniennes, l'abandon de la violence à l'encontre des populations civiles et des tirs de roquettes sur Israël, l'adhésion aux accords conclus antérieurement par l'OLP avec Israël et simultanément obtenir d'Israël l'arrêt de la colonisation, y compris à Jérusalem-Est;

5. Faire en sorte que le blocus de Gaza soit levé du côté israélien et égyptien et que la frontière et tous les trafics soient placés sous contrôle international;

6. Encourager l'Égypte et la Turquie à poursuivre leur rôle de médiateurs entre les différents protagonistes du conflit au Moyen-Orient;

7. Encourager la Ligue arabe à persévérer pour que l'Initiative de paix adoptée à Beyrouth en 2002 reste d'actualité et soit le cadre des négociations à relancer rapidement, et à présenter des propositions pour avancer vers un règlement;

8. Encourager la Syrie à faire plus pour qu'une influence décisive s'exprime pour mettre un terme à la guerre, à l'insécurité et l'instabilité d'une région dont elle est l'une des puissances;

9. Encourager tous les efforts afin que le programme nucléaire iranien soit conduit à des fins exclusivement pacifiques et soumis au régime de contrôle de l'AIEA;

10. Faire en sorte que la question du nucléaire iranien soit réglée exclusivement par des moyens pacifiques et diplomatiques, et que des sanctions économiques sévères soient appliquées en cas d'échec des négociations, tout en poursuivant un dialogue élargi pour établir la confiance;

11. Encourager sans relâche la perspective de révision du Traité de non-prolifération afin d'introduire une définition précise et spécifique de la « prolifération nucléaire » et de mettre un terme à une approche sélective et injuste qui porte en germe les termes du conflit permanent;

12. Envisager, si les parties concernées au Moyen-Orient ne sont pas capables d'aboutir, que la communauté internationale mette une solution sur la table.

TESTI ADOTTATI

Raccomandazione 843 (1)

Sulla sicurezza europea e il Medio Oriente (2)

L'ASSEMBLEA,

(i) ritenuto che la composizione del conflitto israelo-palestinese rimane un prerequisito fondamentale per il raggiungimento della pace e della sicurezza in Medio Oriente e che non deve essere in nessun modo condizionata dalla necessità di trovare prima una soluzione alla questione nucleare iraniana;

(ii) ritenuto che è cruciale conferire stabilità a questa regione, dal momento che è terreno fertile per il fondamentalismo religioso e il terrorismo, il quale si sta diffondendo al di là dei Talebani, dell'Afghanistan e dell'Asia centrale;

(iii) ritenuto che l'esistenza di due stati — lo stato di Israele e lo stato di Palestina — è una preconditione per la composizione del conflitto;

(iv) ritenuto, ad ogni modo, che un futuro sicuro per lo stato di Israele dipende dalla creazione di un vero stato palestinese e che nessun'altra soluzione condurrebbe a una pace duratura;

(v) ritenuto che la creazione di uno stato palestinese sovrano richiede innanzitutto la cessazione di tutte le violenze, il rilascio dei prigionieri da entrambe le parti — ricordiamo in particolare il soldato israeliano Gilad Shalit, una tregua duratura, la revoca del blocco di Gaza e il congelamento delle attività di insediamento, anche a Gerusalemme Est;

(vi) ritenuto che non vi possono essere prospettive per la creazione di uno stato palestinese a meno che non vi sia una riconciliazione all'interno del popolo palestinese e che l'unico modo per porre fine al confronto tra Fatah e Hamas che è cominciato dopo le elezioni del 2006 — i cui risultati non sono stati riconosciuti dalla comunità internazionale — sarà quello di tenere nuove elezioni parlamentari, i cui risultati, questa volta, dovranno essere riconosciuti dalla comunità internazionale;

(vii) ritenuto quindi che sarà necessario dialogare con tutti i protagonisti di questo conflitto e che quindi gli interlocutori dovranno comprendere tutte le parti in causa sul fronte israeliano e palestinese, nonché il Libano e la Siria;

(viii) ritenuto che l'Egitto, che ha firmato un accordo di pace separato con Israele, è un mediatore indispensabile, che

(1) Adottata dall'Assemblea il 2 dicembre 2009, nella seconda seduta.

(2) Motivazione: si veda il rapporto presentato a nome della Commissione Politica dell'on. Josette Durrieu (Francia, Gruppo Socialista), Relatore, Documento 2060.

non lascia nulla di intentato per giungere a una riconciliazione tra Fatah e Hamas, preoccupato del fondamentalismo dei Fratelli Musulmani alleati di Hamas e, quale paese confinante con la Striscia di Gaza, anche dei traffici in corso nella zona, soprattutto di armi, nonché del futuro della regione;

(ix) ritenuto che la *roadmap* del Quartetto e l'Iniziativa araba di pace, adottata dalla Lega Araba nel corso del suo vertice di Beirut del 2002, rappresentano proposte costruttive, che godono dell'avallo di tutti gli stati arabi e che restano pertinenti e meritevoli di attuazione; ma ritenuto anche che è imprescindibile che questa iniziativa di pace includa una *roadmap* con dettagli specifici per una sua eventuale applicazione graduale;

(x) ritenuto che la Turchia è riuscita a trovare un equilibrio nelle proprie relazioni con gli stati musulmani e Israele, con i quali ha legami storici, e che dialoga sia con la Siria sia con l'Iran e che per queste ragioni è fortemente voluto e riconosciuto come mediatore;

(xi) ritenuto che la Siria è coinvolta nel conflitto israelo-palestinese in vari modi: in relazione al Golan e in relazione al sostegno da essa data ai palestinesi e ai movimenti di resistenza armata (Hamas e gli Hezbollah libanesi); ritenuto che è in buoni rapporti con l'Iran ed ha il potenziale per svolgere un ruolo cruciale per la pace nella regione, a patto che venga garantita la protezione dei suoi interessi;

(xii) ritenuto inoltre che qualunque programma nucleare lanciato dall'Iran quale paese firmatario del Trattato di non proliferazione nucleare (TNP) deve mirare esclusivamente a fini civili ed essere soggetto al regime di controllo dell'Agenzia Internazionale dell'Energia Atomica (AIEA);

(xiii) ritenuto che è auspicabile trovare una soluzione al problema nucleare iraniano utilizzando strumenti pacifici e diplomatici, onde evitare un attacco militare alle strutture nucleari del paese che

potrebbe condurre ad una crisi regionale difficile da arginare; e ritenuto che, qualora i negoziati non andassero in porto, dovranno essere applicate in maniera rigorosa delle pesanti sanzioni economiche;

(xiv) ritenuto, d'altro canto, che è necessario ampliare il dialogo con l'Iran su altri aspetti critici di interesse reciproco, come modo per costruire fiducia;

(xv) ritenuto che è necessario fornire una nuova definizione di proliferazione nucleare al fine di effettuare una distinzione tra programmi civili e militari e le diverse tecnologie e materiali fissili;

(xvi) ritenuto che, sebbene la deterrenza nucleare sia parte integrante dell'equilibrio delle forze, una denuclearizzazione della regione offrirebbe a lungo termine la migliore garanzia di stabilità e pace duratura e sarebbe altresì conforme all'impegno del Presidente Obama di perseguire la sicurezza in un mondo senza armi nucleari;

(xvii) ritenuto che lo *status quo* è funzionale solo agli interessi dell'attuale governo israeliano e di Hamas, non all'obiettivo della pace;

(xviii) ritenuto che il Quartetto, l'Europa in particolare, debba parlare con un'unica voce in modo da esercitare qualunque pressione si renda necessaria per rilanciare il processo di pace;

(xix) ritenuto che, d'accordo con le parti coinvolte, dovrebbe essere revocato il blocco di Gaza e che il confine meridionale del territorio, dove esiste un intenso traffico di armi, dovrebbe essere posto sotto controllo internazionale con adeguate garanzie per la sicurezza di Israele;

(xx) ritenuto che le raccomandazioni del rapporto Goldstone debbano essere prese in debita considerazione;

(xxi) ritenuto che Israele non dovrebbe espandere ulteriormente né rafforzare gli insediamenti, anche a Gerusalemme Est, e dovrebbe essere disposto a negoziare un ritiro sostanziale degli inse-

diamenti attuali nel quadro di un accordo di pace;

(*xxii*) ritenuto che Hamas deve porre fine a qualsiasi azione violenta contro la popolazione civile, il lancio di razzi su Israele e l'importazione di armamenti;

(*xxiii*) ritenuto che la riconciliazione tra i palestinesi deve essere raggiunta attraverso nuove elezioni parlamentari che potrebbero condurre alla formazione di un'autorità o governo nazionale, che sarebbe l'unico legittimo interlocutore nei negoziati;

(*xxiv*) ritenuto che il diritto di ritorno dei rifugiati dovrebbe essere riconosciuto come principio, aprendo così la strada ai negoziati sulla sua attuazione attraverso vari strumenti;

(*xxv*) ritenuto che i paesi della regione direttamente coinvolti, in particolare Giordania, Libano e Siria, dovrebbero cominciare dei negoziati con i rifugiati palestinesi nel proprio territorio per garantire che vengano smantellate le basi militari costruite fuori dai campi;

(*xxvi*) ritenuto che la situazione attuale costituisce una minaccia per la stabilità dell'intera zona, e di conseguenza per la pace; e ritenuto anche, con l'Alto Rappresentante Javier Solana, che, se le parti in causa non riescono a compiere passi avanti, la comunità internazionale dovrebbe portare una soluzione al tavolo dei negoziati,

RACCOMANDA CHE IL CONSIGLIO INVITI GLI STATI MEMBRI DELL'UNIONE EUROPEA OCCIDENTALE, QUALI MEMBRI DELL'UNIONE EUROPEA, A:

1. Continuare a dare priorità alle politiche sul Medio Oriente al fine di giungere alla composizione del conflitto israelo-palestinese, che non dovrebbe essere condizionata da una soluzione alla questione nucleare iraniana;

2. Continuare a far uso di tutti i mezzi possibili per incoraggiare la necessaria riconciliazione tra Fatah e Hamas;

3. Esortare i palestinesi a concordare una data per nuove elezioni parlamentari, al fine di formare un'autorità o governo nazionale che possa diventare partner nei negoziati godendo della legittimità necessaria a raggiungere un accordo di pace con Israele;

4. Garantire che il Quartetto, organo operativo di coordinamento, continui a insistere sul riconoscimento dello stato di Israele da parte di tutte le fazioni palestinesi, sulla cessazione delle violenze contro le popolazioni civili e il lancio di razzi su Israele, nonché sull'osservanza dei precedenti accordi raggiunti tra l'OLP e Israele; e garantire altresì che il Quartetto convinca Israele a congelare tutti gli insediamenti, anche a Gerusalemme Est;

5. Revocare il blocco su Gaza tanto sul fronte israeliano quanto su quello egiziano e porre sotto controllo internazionale i confini e le attività di traffico illecito che passano tali confini;

6. Esortare Egitto e Turchia a fare la propria parte quali mediatori tra i vari protagonisti del conflitto mediorientale;

7. esortare la Lega Araba a perseverare nel suo impegno a mantenere sul tavolo dei negoziati l'Iniziativa araba di pace adottata a Beirut nel 2002, quale quadro di riferimento per i negoziati che dovrebbero essere presto rilanciati, e ad avanzare proposte per progredire nella composizione di suddetto conflitto;

8. Esortare la Siria a prodigarsi maggiormente per esercitare la propria influenza a favore della fine della guerra, dell'insicurezza e dell'instabilità di una regione in cui essa svolge un ruolo molto significativo;

9. Esortare qualsiasi impegno volto a garantire che il programma nucleare iraniano sia portato avanti esclusivamente per fini pacifici e sia soggetto al regime di controllo dell'AIEA;

10. Garantire che la questione nucleare iraniana venga risolta esclusivamente con mezzi pacifici e diplomatici e che, qualora i negoziati dovessero fallire, vengano applicate in maniera rigorosa delle sanzioni economiche, e che, al contempo, si continui a perseguire l'obiettivo di creare un dialogo più ampio che miri a rafforzare la fiducia;

11. Esortare incessantemente la prospettiva di una revisione del Trattato di

Non Proliferazione nucleare, che includa una precisa e specifica definizione della proliferazione nucleare e ponga fine ad un approccio selettivo e ingiusto che serba in seno il germe di un conflitto permanente;

12. Considerare la possibilità di portare sul tavolo dei negoziati una soluzione della comunità internazionale nel caso in cui le parti coinvolte nel conflitto mediorientale non riescano a compiere passi avanti.